

ASSOCIATION FLES 78

Association Fonds Local Emploi Solidarité 78

Association Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

N°RNA : W784001242

N° SIREN : 439 489 048

Siège Social

**8 passage Paul Langevin
78370 PLAISIR**

RAPPORTS

DU

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice Social

Du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

SOMMAIRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes
Annuels arrêtés au 31 décembre 2025

1 – 4

Comptes annuels au 31 décembre 2025

Bilan

Compte de résultat

Annexe

(Plaquette pages 4 et 5)

(Plaquette pages 7 et 8)

(Plaquette pages 17 à 27)

Rapport Spécial

5

ASSOCIATION FLES 78

Association Fonds Local Emploi Solidarité 78

Association Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

N° RNA : W784001242

N° SIREN : 439 489 048

Siège Social

8 Passage Paul Langevin

78370 PLAISIR

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice Social

Du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

ASSOCIATION FLES 78
Association Fonds Local Emploi Solidarité 78

Association Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

N°RNA : W784001242

N° SIREN : 439 489 048

Siège social

8 passage Paul Langevin
78370 PLAISIR

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice Social : Du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

A Mesdames et Messieurs les Membres de l'Assemblée,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 29 avril 2025, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FLES 78, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note *Méthodes comptables appliquées / Précisions* de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable découlant de la première application du nouveau règlement de l'ANC N°2022-06 et ses incidences (non-significatives) sur la présentation des comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre notre opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre association, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de justification particulière.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents ou mis à leur disposition, sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration du 25 mars 2026.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Houdan en 2 exemplaires originaux,
Le 27 mars 2026



Pour le cabinet JS Expertise

Julie SAUBUSSE
Mandataire social, Commissaire aux Comptes

ANNEXE - Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

ACTIF				
	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort. - Prov.	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., matériel et out. industriel				
Autres immobilisations corporelles	38 829	33 143	5 685	10 249
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	3 979		3 979	3 938
Total I : Actif immobilisé	42 807	33 143	9 664	14 187
Stocks et en cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	103 966	3 834	100 132	110 039
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	10 072		10 072	164 006
Valeurs mobilières de placements	1 576 422		1 576 422	1 294 653
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	211 022		211 022	487 083
Charges constatées d'avance	1 733		1 733	11 520
Total II : Actif circulant	1 903 215	3 834	1 899 381	2 067 302
Total III : Frais d'émission des emprunts				
Total IV : Primes de remb. des emprunts				
Total V : Ecart de conversion Actif				
Total Général (I + II + III + IV + V)	1 946 022	36 977	1 909 045	2 081 488

Bilan

PASSIF		
	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)
	Net	Net
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	250 000	250 000
Report à nouveau	1 086 999	1 015 755
Excédent ou déficit de l'exercice	68 938	71 244
Situation nette (sous total)		
Fonds propres consommables		
Total I : Fonds propres	1 405 937	1 336 999
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	315 000	450 000
Total II : Fonds reportés et dédiés	315 000	450 000
Provisions pour risques		45 000
Provisions pour charges	67 458	136 404
Total III : Provisions	67 458	181 404
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	430	480
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 278	5 323
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	107 234	106 917
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	688	365
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 020	
Total IV : Dettes	120 650	113 085
Total V : Ecart de conversion Passif		
Total général (I + II + III + IV + V)	1 909 045	2 081 488

Compte de Résultat

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)
Cotisations	465 323	474 373
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	30 381	72 734
dont parrainages		
Concours publics et subventions d'exploitation	29 966	244 558
Versements des fondateurs ou consommateurs de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	114 618	78 353
Utilisations des fonds dédiés	135 000	
Autres produits	37 857	47 082
Total I : Produits d'exploitation	813 146	917 100
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	244 652	238 189
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	18 691	18 615
Salaires et traitements	375 160	361 451
Charges sociales	144 022	136 503
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 564	50 854
Dotations aux provisions	3 129	41 051
Reports en fonds dédiés		40 000
Autres charges	150	991
Total II : Charges d'exploitation	790 367	887 654
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	22 778	29 446
Produits financiers de participations		53 264
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	54 372	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III : Produits financiers	54 372	53 264
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de charge		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV : Charges financières		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	54 372	53 264
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	77 150	82 710
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V : Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		200
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI : Charges exceptionnelles		200

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-200
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	8 212	11 266
Total des produits (I + III + V)	867 517	970 364
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	798 579	899 120
Solde créditeur : Excédent	68 938	71 244
Solde débiteur : Déficit		

Annexe Comptable

Identification

Identification	
Dénomination / Raison sociale : FLES 78-92 _ Association Fonds Local Emploi Solidarité des Yvelines et des Hauts de Seine	
Adresse : 8 Passage Paul Langevin	
Code postal : 78370	Ville : PLAISIR
Secteur d'activité : Interventions de toutes natures permettant de faciliter l'insertion de publics en situation précaire	
Exercice comptable du au	

L'annexe est établie en conformité avec le Plan Comptable Général, adapté aux associations par le règlement ANC n° 2018-06, intégrant les modifications apportées par le règlement ANC n°2022-06.

Méthodes comptables appliquées

Tableau des méthodes comptables appliquées		
Postes		Méthode d'évaluation ou de calcul
Coût d'entrée des immobilisations	Incorporelles / Corporelles	Frais d'acquisition : Immobilisations
	Financières	Frais d'acquisition : Immobilisations
Amortissements des immobilisations corporelles		Amortissement linéaire
Évaluation des stocks		Non applicable
Contrats à long terme et travaux en cours		Non applicable
Engagements de retraite et indemnités assimilées		Provisions (Passif)
Provisions pour indemnités de fin de carrière		67 458 €
Précisions		<p>L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.</p> <p>Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 25 mars 2026.</p> <p>Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.</p> <p>Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, actualisé du règlement 2023-03.</p> <p>Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation et indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.</p> <p>La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.</p> <p>Changements comptables : A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC 2014-03</p>

entraîne des changements de comptabilisation et de présentation.
Les principaux changements opérés sont les suivants :

- Changements de comptabilisation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

* En terme de résultat exceptionnel :

Les opérations de cessions/sorties d'immobilisations figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation (ou dans le résultat financier s'il s'agit d'immobilisations financières) ;

Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation ;

Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).

* Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier :

Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature ;

Les remboursements reçus des organismes sociaux en cas d'arrêt maladie, de congés de parentalité ou d'accident du travail figurent en compensation de charges de personnel. Impact sur la présentation des comptes 2025 = 642 € (en diminution des frais de formation des salariés). AU titre de l'exercice 2024, l'application du nouveau PCG aurait impliqué le reclassement de 5 352,58 € du compte #791000 en diminution des frais de formation du personnel (compte #633301)

- Changement de présentation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

* Présentation du compte de résultat :

Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat et correspond à un nombre très limité d'opérations ;

Les transferts de charges N-1 ont été regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions » .

* Présentation du bilan :

Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;

Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

Annexe Comptable

Durée des amortissements

Nature de l'immobilisation	Durée en années	Mode d'amortissement
A. Construction		
Maisons d'habitations ordinaires		
Maisons ouvrières		
Bâtiments commerciaux		
Bâtiments industriels (non compris la valeur du sol)		
B. Matériel et outillage		
Matériel		
Outillage		
Matériel de bureau	5 à 10	Linéaire
C. Autres immobilisations		
Matériel de transport automobile		
Mobilier	5	Linéaire
Agencements, installation	5	Linéaire
Matériel Informatique	3 à 5	Linéaire

Annexe Comptable

Mouvements des immobilisations

Tableau des immobilisations - Cadre général				
Immobilisations	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Total immobilisations incorporelles (I)				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	9175			9175
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	29654			29654
Total immobilisations corporelles (II)	38829			38829
Immobilisations financières (III)	3938	41		3979
Total général (I + II + III)	42767	41		42808

Mouvements des amortissements

Tableau des amortissements - Cadre général						
Amortissements	Durée d'utilisation en année	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Total immobilisations incorporelles (I)						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels						
Installations générales, agencements divers			7049	444		7493
Matériel de transport						
Autres immobilisations corporelles			21531	4120		25651
Total immobilisations corporelles (II)			28580	4564		33144
Total général (I + II)			28580	4564		33144

Annexe Comptable

Mouvement des dépréciations

Tableau des dépréciations				
Dépréciations	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks en cours				
Clients et comptes rattachés	735	3099		3834
Autres actifs	0			0
Total général	735	3099		3834

Mouvement des provisions

Tableau des provisions					
Provisions	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions		Montant cumulé à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques	181404	67458	181404		67458
Provisions pour charges					
dont Prov pour risque sur soldes subventions	45000		45000		
dont Prov pour IDR	136404	67458	136404		67458
Total					

Annexe Comptable

État des échéances des créances et dettes

État des échéances des créances et dettes à la clôture de l'exercice				
Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an	
Créances de l'actif immobilisé	3979	0	3979	
Créances de l'actif circulant	112809	112809		
Charges constatées d'avance	1733	1733		
Total				
Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	11278	11278		
Autres dettes	107921	107921		
Produits constatés d'avance	1020	1020		
Total				

Annexe Comptable

Faits et autres informations significatives

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Objet Social tel qu'indiqué dans les statuts stipule :

"Le Fonds Local Emploi Solidarité des Yvelines contribue au développement de toutes interventions visant à faciliter l'insertion des publics en situation précaire, notamment ceux bénéficiant de mesures pour l'emploi.

Il apporte un appui promotionnel, pédagogique, technique et financier à la mise en Suvre de la formation et à l'accompagnement vers l'insertion professionnelle. Le FLES peut intervenir sur tous les dispositifs d'insertion professionnelle reposant sur une mise en situation de travail."

La mission sociale du FLES recouvre différentes activités :

- la dispensation de formations avec des formateurs du FLES et l'achat de formations auprès d'organismes prestataires au bénéfice de salariés en insertion des établissements adhérents ou de publics en insertion dans le cadre d'une convention avec un partenaire public

- l'accompagnement dans l'emploi de salariés en insertion dans un établissement adhérent au moyen de réunions d'information et d'entretiens individuels.

Territoire d'intervention : Yvelines et Hauts-de-Seine.

Au 31/12/2025, le FLES est dirigé par un conseil de 8 membres bénévoles et emploie 9 salariés : 6 formateurs, 2 personnels administratifs et 1 directeur.

Le siège, établissement unique, est situé 8 Passage Paul Langevin à Plaisir ; les actions du FLES sont régulièrement organisées dans les locaux des établissements adhérents ou partenaires situés sur le territoire d'intervention. Pour plus de détails, vous pouvez vous rapporter au rapport moral.

FAITS SIGNIFICATIFS : Néant

PROVISION IDR - Compléments d'information / Changement de méthode :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Depuis 2013, l'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul jusqu'en 2019 était le suivant : - la provision a été évaluée en fonction de l'âge des salariés, leur ancienneté, leur salaire mensuel et un âge de mise à la retraite fixé à 65 ans, - en l'absence de convention collective, l'indemnité légale s'applique. Celle-ci est identique à l'indemnité légale de licenciement. Pour chaque année d'ancienneté, un cinquième du salaire mensuel est dû. A compter de la dixième année se rajoute un tiers de salaire mensuel.

Au regard de l'évolution de la pyramide des âges, de l'ancienneté, du turnover et de la grille des salaires de l'équipe du FLES, les administrateurs ont constaté une déconnexion entre l'évolution de la provision et la réalité du risque supporté par l'association. Ils ont par conséquent revue la méthodologie de détermination en limitant le risque aux départs probables dans les 10 ans, les autres éléments de calcul étant conservés à l'identique. Cela représente une reprise de provision de 68 946 € (entraînant une amélioration du résultat d'autant) par rapport à 2024.

FONDS PROPRES ET FONDS DEDIES

Voir tableau en compléments d'annexe.

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Le FSE subventionne l'association pour ses actions de professionnalisation auprès de salariés en contrat aidé ou en parcours d'insertion.

La convention pour la période 2025 n'était pas encore finalisée à la clôture.

L'Association a également perçu au cours de l'exercice le solde de la précédente convention (2024) - sans déduction.

Voir tableau en compléments d'annexe.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

L'Association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature qui restent non significatives au regard du volume des actions menées. Néanmoins, conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

- Les contributions en travail se sont élevées à 1 707 €, elles sont valorisées au SMIC en vigueur auquel est appliqué un taux de charges patronales de 42%. Le volume d'heures concerné (100 heures) correspond au temps consacré par les administrateurs aux réunions des différents organes de direction (Bureau, Conseil d'administration et Assemblée Générale)

- Les dons en nature et la mise à disposition gratuite de biens et services correspondent aux PC remis aux stagiaires à l'issue de leur stage (4 jours de PN ou 6 jours de Bureautique). 153 PC ont ainsi été remis à des stagiaires, représentant 10 710 Euros de mise à disposition gratuite (valorisée au coût d'achat).

REMUNERATION DES CADRES DIRIGEANTS

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 Euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 Euros.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué. En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5 360 Euros ttc.

Opérations non inscrites au bilan

Tableau des autres opérations non inscrites au bilan à détailler par nature en indiquant l'objectif commercial (PCG art. 531-4-10° et 532-11-11°)	
Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée	
Néant	

Annexe Comptable

État des charges à payer

Compte	Libellé	Montant
408	Fournisseurs	7629
428	Personnel	31058
438	Organismes sociaux	16481
448	État	3
468	Divers	

État des produits à recevoir

Compte	Libellé	Montant
418	Clients	2115
428	Personnel	
438	Organismes sociaux	1488
448	État	
468	Divers	

Annexe Comptable

État des charges constatées d'avance

Compte	Libellé	Montant	Commentaires
48600000	Charges constatées d'avance	1733	Charge courante de l'association dont la période dépasse l'exercice

État des produits constatés d'avance

Compte	Libellé	Montant	Commentaires
48700000	Produits constatés d'avance	1020	Recette courante de l'association dont la période dépasse l'exercice

ASSOCIATION FLES 78

Association Fonds Local Emploi Solidarité 78

Association Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

N°RNA : W784001242

N° SIREN : 439 489 048

Siège Social

8 passage Paul Langevin

78370 PLAISIR

RAPPORT SPECIAL

DU

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Assemblée Générale du 25 juin 2026

ASSOCIATION FLES 78
Association Fonds Local Emploi Solidarité 78

Association Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

N° RNA : W784001242

N° SIREN : 439 489 048

Siège social
8 passage Paul Langevin
78370 PLAISIR

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Houdan, le 27 mars 2026, en 3 exemplaires originaux

Pour le Cabinet JS Expertise



Julie SAUBUSSE

Mandataire Social, Commissaire aux Comptes